

Quelles frontières pour le vivre ensemble?

Alice Lévy

Psychologue (Ecole de Psychologues Praticiens, Paris XIII)

<http://alevypsychologue.wixsite.com/psychologueparis18>

Sommaire

Préambule

1. Définition/s: vivre ensemble, mais quel ensemble
 - a. Questions de terminologies?
 - b. Mises en contextes?
2. Le coût du vivre ensemble... l'émergence de paradoxes
 - a. Vivre ensemble et capitalisme libéral compétitif?
 - b. Vivre ensemble et discrimination
 - c. Vivre ensemble et frontières?
3. Un vivre ensemble à plusieurs vitesses?
4. De la vision macro à la vision microscopique
 - a. Verticalité de l'injonction
 - b. Survivre à l'injonction de vivre ensemble
 - c. Des préalables au vivre ensemble?

5. Conclusion

129

Diciembre
2017

Préambule

C'est en mai 2015 dans le cadre de la semaine de l'université Internationale de la Paix à la Cité Universitaire Internationale de Paris, qu'a émergé cette discussion interdisciplinaire. A cette date, déjà la thématique du vivre ensemble et les interrogations que soulevait cette problématique étaient très étudiées. Depuis lors, les bouleversements géopolitiques et sociaux s'enchaînent, et génèrent un climat de crise dans lequel la signification du vivre ensemble déjà peu claire à cette époque, doit être repensée, à présent à plus forte raison.

Le vivre ensemble est devenu un concept en soi, brandi régulièrement par les autorités politiques ou les institutions comme un idéal de société à atteindre. Au premier abord, cette revendication peut apparaître pacifiste et bienveillante, mais il

suffirait d'une très brève analyse de ce concept «*ready-made*», pour percevoir la vacuité et la vanité d'une telle injonction.

Un engouement débordant pour le vivre ensemble serait vraisemblablement une dérive à éviter sans quoi les risques de désubjectivation et de massification seraient à redouter. Ainsi, la construction intrapsychique de l'individu pourrait être un maillon de plus en plus oublié et pourtant si nécessaire, dans une société qui voudrait abolir les limites, des plus infimes (entre les individus, les vies -privées, professionnelles-...) aux plus massives (celles que posent les frontières), qui se prétend mondiale et qui, tout en n'abolissant que certaines frontières, procède selon un schéma d'injonctions paradoxales...

Nous allons donc en premier lieu tenter de décrypter les sous-entendus de cette nouvelle notion à la mode, et rechercher si nous pouvons accepter une définition. S'agit-il de vivre ou plus précisément d'être ensemble, par état de fait?

Puis nous mettrons en lumière les paradoxes qui semblent surgir de cette injonction, pour finalement recentrer notre réflexion sur la dimension microscopique, en approfondissant les résonances de ce concept à l'échelle individuelle, suivant le conseil de D.W. Winnicott selon lequel dans une relation humaine, il est toujours intéressant d'examiner la relation à la racine.

1. Définition/s: vivre ensemble, mais quel ensemble?

a. Questions de terminologies?

Tout d'abord, le vivre ensemble est un nouveau concept, de plus en plus répandu, mais pour le moins dérangent, car il semble aussi simple et évident que dénué de sens! Qu'entend-on par vivre? Et que désigne ensemble? Qui devrait donc prôner le vivre ensemble, et est-ce seulement réalisable de manière dictée, artificielle, construite? Et avant tout que signifie réellement cette expression, que doit-on y entendre? Le vivre, et l'ensemble? Vivre au sens d'éprouver, *erleben* plutôt que *leben*? Ensemble au sens de simultanément, conjointement, en communauté, *zusammen* ou *gemein*?

Vivre serait-il plutôt compris comme partager, au-delà du logement, des valeurs, des activités, etc. Qu'en est-il? Le message promoteur du vivre ensemble

apparaît de toute évidence beaucoup plus orienté sur la notion d'ensemble que celle de vivre. Quelle serait la nécessité de prendre la défense du concept d'«ensemble»? Serait-il menacé? Pourquoi serait-il si difficile à atteindre au point qu'il est prononcé comme un absolu de l'harmonie à atteindre?

Vivre au sens d'habiter sous le même toit? Un couple pourra par exemple expliquer que les deux membres «sont ensemble» ou «sortent ensemble» sans «vivre ensemble». Dans ce cas précisément, les deux personnes forment un couple et partagent beaucoup sans pour autant partager un logement, sens connoté de ce «vivre ensemble».

Imaginez deux amis qui vous disent, «nous avons décidé que nous allons vivre ensemble», il serait alors bien question de former, si ce n'est un couple, du moins une co-location. D'une manière très cynique il est aisé d'imaginer un gouvernement répondant à l'angoisse de la population devant l'austérité et la crise du logement qui en découle, par une injonction pragmatique de vivre ensemble, pris au sens littéral! *Ensemble* serait alors entendu comme sous le même toit! Il s'agit bien sûr d'une notion beaucoup plus vaste, pour autant, si nous nous écartons de cette conception et élargissons les acceptions de ces deux termes, il pourrait devenir totalement ridicule de prôner un état de fait déjà installé!

Qui, aujourd'hui, pourrait vraiment passer ne serait-ce qu'une seule journée sans communiquer avec son environnement? En ce sens, le vivre ensemble paraît être une condition humaine naturelle dans notre société actuelle. Serait-ce donc la notion active de vivre qui serait préconisée afin d'éviter que la perception de l'ensemble se limite à des communautés passives ou du moins dématérialisées? Rien n'est moins sûr.

Du reste, si nous décrivons un arrondissement de Paris, tel le 18^{ème} arrondissement, on pourra le décrire non pas comme une *No Go Zone*¹ mais beaucoup plus élégamment comme un quartier où des personnes issues de la diversité vivent ensemble. Dans ce cas, le «vivre ensemble» apparaît comme une valeur, qui dénote une tolérance, un respect mutuel, mais l'«ensemble» considéré est pour le moins exagéré puisque tout au plus, ces populations hétérogènes se côtoient dans leurs activités quotidiennes: il ne signifie absolument pas une cohésion, ou une entente.

¹ Ainsi que certaines rédactions des États-Unis (FoxNews du 15/01/2015) avaient pu le désigner après les attentats de janvier

Les personnes étant davantage mobiles, la rencontre des cultures devient beaucoup moins extraordinaire, le paysage de la population parisienne en est un bel exemple, au premier abord du moins, car en y regardant de plus près, les individus ont tendance à se regrouper par origine, et bien que la mixité des populations soit de plus en plus appréciée, les quartiers restent pour certains (chinois, indiens, par exemple) très cloisonnés. Pour autant, cette globalisation tend aussi à lisser les différences entre cultures ; et même, plus tristement, les paysages urbains, car les multinationales s'implantent tout autour du monde. Que voyons-nous arrivant à Buenos Aires après une vingtaine d'heures de vol? Orange, Carrefour, Mac Donald... Est-ce donc à l'abolition des frontières que viserait ce «vivre ensemble»? Pourquoi pas... mais alors pour des *happy fews* uniquement! Si les multinationales milliardaires peuvent s'implanter sans trop de difficultés sur tous les territoires de la planète, à des fins plus ou moins avouables, cela n'est pas du tout aussi simple pour des particuliers à fins non lucratives! Certes les frontières tendent à disparaître s'agissant des circulations monétaires, mais les frontières géopolitiques restent bien réelles: les douanes, les nationalités et les appartenances sont fondamentales pour les êtres humains, pour se retrouver et trouver leurs repères, peut-être, mais avant tout pour répondre aux injonctions sociopolitiques et médiatiques. L'impression d'être de l'une ou l'autre nationalité en est un exemple idéal: est-ce que le vivre ensemble serait alors nationalement défini. Est-il pensé (recherché) à l'échelle mondiale ou simplement à petite échelle? Est-ce réellement envisageable, de s'expatrier pour aller vivre ensemble avec d'autres, pour chercher un vivre ensemble avec des entités non-prédéterminées par la société ou le milieu initial? N'est-il pas utopique d'imaginer des «ensemble» qui ne seraient pas définis par des frontières géopolitiques? Que nous propose le vivre ensemble?

Se résigner à vivre avec les individus qui appartiennent à notre zone géographiquement limitée? Envisager de vivre au sein d'un ensemble pour se rapprocher d'affinités, d'objectifs? Ou encore vivre tous ensemble, en effaçant toutes les frontières? Aucune de ces trois solutions ne semble finalement réaliste! La dernière est d'emblée invalidée, il suffit de penser aux atermoiements provoqués par les flux actuels de migrants venants d'Afrique et du Moyen Orient essentiellement. La première des propositions pourrait quant à elle être envisagée comme explication d'un paradoxe palpable entre la publicité faite au vivre ensemble qui croît

parallèlement aux scores électoraux des partis extrémistes xénophobes! Il se pourrait en effet que le slogan du vivre ensemble ne se comprenne que pour les personnes proches et en lesquelles on s'identifie facilement. Rien de plus communautaristes que les cercles religieux, politiques qui fonctionnent bien selon un vivre ensemble, aussi sectaire soit-il. Notre deuxième proposition, pourrait rejoindre cette acception, mais pourrait laisser entendre que la frontière géopolitique n'est plus un obstacle.

Là encore, nous pourrions poursuivre notre réflexion selon une approche plus globale, pour prendre conscience de la façon dont les médias, et multimédias nous rapprochent, et nous permettent de partager des expériences, sans pour autant être «ensemble» au sens physique du terme. Ainsi, les moyens de communication se sont-ils développés très rapidement, alors qu'au siècle dernier, seule la missive pouvait rapprocher des personnes à distance moyennant un délai temporel qui entravait la simultanéité et la spontanéité ; nous pourrions actuellement nous laisser leurrer par un sentiment de capacité à l'ubiquité. Le téléphone mobile et les vidéos en simultané nous permettent de voir un ami dans sa chambre «en direct», lorsqu'en réalité plusieurs milliers de kilomètres et donc des heures nous séparent.

Est-ce cela alors, le vivre-ensemble? Ensemble, certes, car partageant une même immédiateté, quelle que soit la temporalité individuelle. Mais que partageons nous alors par écrans interposés? Certaines personnes peuvent ainsi expliquer qu'ils passent des heures devant leur écran, connectés à *Facebook* ou à des jeux en ligne... «pour ne pas se sentir seul!». La course aux amis *Facebook* s'inscrit bien sûr également dans cette nouvelle appréhension du monde qui nous entoure: qui n'a pas fait l'expérience du portable déchargé dans un métro bondé? Le sentiment de solitude est à son comble! Etes-vous davantage seul dans la chambre d'une auberge de jeunesse que vous partagez avec une dizaine de randonneurs ou dans une chambre d'hôtel impersonnelle dans un pays dont vous connaissez à peine langue et culture ... mais où vous avez «du réseau»?!

Les acceptions du «vivre ensemble» sont donc réellement multiples et recouvrent différentes dimensions. De toute évidence, les liens interindividuels sont plus que jamais développés, et exploités, alors, à ce stade de la réflexion, il est grand temps de nous départir de notre naïveté et de rechercher les enjeux politiques plus ou moins conscientisés, implicites, voire machiavéliques des injonctions du «vivre ensemble».

b. Mises en contextes?

Le vivre ensemble s'inculque-t-il? Se transmet-il? Est-ce apprendre à accepter l'autre? N'est-ce pas également accepter de ne pas cautionner sa manière de vivre de penser, sans pour autant ni devoir se sentir coupable ni se montrer violent envers lui?

Le contexte de mondialisation a incontestablement bouleversé les valeurs du vivre ensemble à une échelle macroscopique. Qu'implique cette évolution dans la construction psychique individuelle?

Nous tenterons, pour répondre à ces questionnements, de considérer le «problème» de ce vivre ensemble à partir des individus et de leur développement selon une approche socio-psychologique. Nous interrogerons donc dans un premier temps les organisations singulières et premières, telles la famille ou la collectivité scolaire. Dans quelle mesure les nouvelles temporalités permettent-elles à l'individu de se construire, de s'émanciper, d'éviter l'aliénation ou au contraire de se radicaliser dans un individualisme extrême?

Reprenant le lien primitif, celui de la mère avec le bébé et plus largement des deux parents, avec le bébé, le vivre ensemble est tout simplement imposé par l'état de néoténie de l'enfant, qui, si ses parents ne le choyaient pas, serait voué à disparaître. Grandissant l'enfant est sociabilisé, par la crèche - bien qu'il soit toujours plus difficile d'y trouver une place – souvent, cependant, solution incontournable dans le fonctionnement de la société actuelle où les femmes travaillent par désir et nécessité économique. Toutefois, le vivre ensemble se consolide au fur et à mesure de la croissance de l'enfant qui est inscrit à l'école, et éventuellement à des activités péri- et para-scolaires. Le vivre ensemble n'est alors pas réellement questionné par les enfants. Nous avons tous remarqué comme les tout-jeunes enfants sont naturellement attirés par leurs semblables, et s'exclament «Bébé! Bébé!» dès qu'ils aperçoivent l'un des leurs!

Mais déjà les parents tendent à choisir le vivre ensemble qu'ils souhaitent pour leur enfant ou plus précisément les conditions socio-économiques des parents déterminent de manière plus ou moins explicite l'ensemble auquel leur enfant appartiendra. Ainsi, ce sont finalement les parents qui régissent les limites quant à ce qu'ils acceptent comme contexte social pour leur enfant. Dès le «choix» de l'établissement, tous les enfants n'apprennent pas en grandir dans le même

environnement, puis, ce sont ensuite des règles internes qui s'établissent, lorsque des parents s'opposent à ce qu'une assistante maternelle porte un voile dans une crèche ou, plus actuel encore, lorsque des parents affirment qu'il est dramatique pour des enfants de grandir avec deux parents d'un même sexe, tout simplement parce que ces enfants issus d'un couple homoparental seront rejetés par leurs camarades. C'est à peu près le même schéma qui motive les parents postulant à l'adoption à refuser un enfant de couleur parce qu'il ne pourra pas s'intégrer. Les adultes n'ont-ils pas tendance à «adultiser» leurs enfants en projetant leurs propres peurs, au risque de les formater et les faire adhérer à un schéma reproductible à l'infini, tel un engrenage sans fin dans lequel la société se cristalliserait sans évolution possible.

Il semble à ce stade que nous devons envisager une perspective optimiste en considérant des jeunes et futures générations conscientes et réfléchies. Pour commencer, revenons à ces grands psychologues que furent entre autres D.W. Winnicott, D. Anzieu, E. Bion, qui nous permettent de comprendre comment la constitution du soi dès les relations primitives avec les premières figures d'attachement assurent à l'adulte en devenir une disponibilité à s'ouvrir au monde extérieur. En effet, pour accéder à la possibilité de vivre ensemble il semble absolument indispensable de se sentir en mesure de se confronter avec l'altérité et en ce sens d'être en pleine conscience de son propre soi, de ses limites, de son enveloppe. Ce principe de contour de la personne pourrait en réalité se révéler être la clé d'une mixité non invasive. Il en va de la pudeur des personnes, du respect d'elles-mêmes qu'elles instaurent, et donc de leur capacité à résister au contact de l'étrange étranger.

En réalité, D.W. Winnicott décrit comment le nourrisson apprend à se différencier de sa mère grâce à une aire intermédiaire ou potentielle, elle-même rendue possible par la présence d'objet transitionnel. Cette première introjection du milieu maternel rassurant permettrait la constitution d'une ossature solide et d'une membrane protectrice. D. Anzieu poursuit avec cette idée de membrane qui rend le contact au monde extérieur supportable car non-invasif.

Et c'est de fait, à partir de ces notions que nous nous proposons de penser les travers possibles du vivre ensemble. En effet, il semble que ce qui est à craindre dans la projection d'un vivre ensemble décidée par le pouvoir politique serait l'uniformisation d'une population qui se laisserait influencer par les forces

dominantes. Ainsi, à l'échelle des forces politiques, nous constatons très aisément que le vivre ensemble européen, pour prendre l'«ensemble» dont nous sommes les plus proches, tend à vouloir uniformiser les pays sur le modèle d'un ou des pays dominants. Il en va de même avec le très controversé CETA qui propose en réalité un alignement des normes... selon les acceptions outre-Atlantique de celles-ci.

A l'échelle individuelle, il semble que le manque de confiance et de détermination puisse être un facteur de xénophobie au sens étymologique, à savoir la peur de l'étranger. C'est ainsi que des polémistes actuels peuvent répandre des idées telles celle du «grand remplacement» qui consiste à faire croire que les immigrés viendraient conquérir le territoire français en vue de faire de la France une terre musulmane, par exemple. Evidemment, cette thèse ne peut pas s'énoncer sans faire écho à la colonisation européenne des pays africains, américains et asiatiques et cette «déculturation» pourrait donc se justifier en tant que revanche prévisible des peuples bafoués pendant tant de siècles!

Rien alors de plus effrayant que le vivre ensemble, si accepter l'autre sur son territoire c'est risquer de perdre ce que j'ai. Et qui je suis.

Nous arrivons alors à des notions fondamentales qui s'inscrivent dans notre société actuelle où «ce que j'ai» devient plus important que «qui je suis». Notre société capitaliste et de consommation veut nous faire croire que le monde est à nous... Ce qui est tristement faux et dramatique pour l'avenir, compromis, de notre planète.

Tout ceci pourrait à présent bien apparaître comme un nœud gordien, au sens où il ressort qu'il serait important de développer voire consolider une enveloppe psychique individuelle chargée de valeurs, et simultanément s'ouvrir à l'expérience de l'altérité.

En réalité, il nous semble de fait que ces deux processus sont interdépendants et finalement complémentaires, comparables aux compromis qui se font jour lors de la création d'un couple: Que puis-je apprendre de l'autre?, Que ne puis-je pas envisager tolérer de lui?, Que puis-je changer pour elle?, Que peut-elle apprendre de moi? Mais, à l'échelle de l'état, il semble que ces questionnements aillent simplement à l'encontre de certaines influences géopolitiques. Tout ceci semble extrêmement difficile à envisager dans la société française du moins, où la revendication de neutralité semble vouloir contrer d'éventuels conflits, alors qu'en réalité il semble

impossible de rester à distance de prises de positions. Ce paradoxe se constate par exemple sur la page d'accueil du site gouvernemental de l'Éducation Nationale qui prône l'École de la République, la neutralité et la laïcité. Prendre position pour la république et la laïcité, est-ce réellement rester neutre? N'est-ce pas autoriser aux consciences un glissement conceptuel qui tend à faire croire que cette position est la neutralité? Un état qui revendique ou qui recherche son identité nationale peut-il réellement être neutre? La France a une histoire qui la lie par exemple plus fortement avec le christianisme et différemment avec l'islam, de cela elle ne peut décider de se détacher. Elle peut chercher à comprendre, à travailler ses racines, mais elle ne pourra en aucun cas renier l'ensemble des symboles sur laquelle elle s'est construite. Est-ce neutre de fêter Noël ou Pâques, et de ne pas célébrer Yom Kippour ou L'Aïd? La neutralité d'un pays comme la France paraît improbable et certainement peu souhaitable. A nouveau, la comparaison avec l'individu est très simple à élaborer et permettra d'éclairer nos propos. Un individu ne pourrait, en une simple revendication, effacer ce que ses parents lui ont appris, ce qu'ils lui ont légué, même si cela ne lui plaît plus à un certain moment de sa vie. Il aura, de toute façon, à mener un travail de compréhension de ses motivations, de ce qui l'a animé jusqu'à présent. A moins que la neutralité ne se lise comme synonyme de tolérance, sans jugement de valeur? La tolérance envers l'autre et ses pratiques semble évidemment un objectif pacifiste et unificateur, mais ne reste-t-elle pas un idéal, une utopie atteignable à la seule condition que l'individu soit suffisamment éclairé pour être en capacité de produire et réfuter un jugement? Comment l'esprit critique peut-il émerger si la neutralité s'impose prématurément, comme nécessaire, inconditionnelle? La neutralité permet-elle de donner un avis ou annihile-t-elle la possibilité de donner son opinion au risque de ne plus être neutre?

En ce sens, nous rapprocherions volontiers cette notion de neutralité de celle du vivre ensemble. Deux injonctions qui vendent du rêve, sont dictées par les dirigeants mais sont certainement beaucoup plus complexes, voire moins souhaitables, que ce qui peut en transparaître. Entendues comme des injonctions venant du pouvoir, et envisagées comme savoir-être indispensables et obligatoires il ne serait pas impossible que ces notions conduisent à une nation bien peu pensante! Vivre ensemble et être neutre, ces valeurs se traduiraient sans doute par une masse populaire soumise aux desiderata de son gouvernement, autrement dit une

dictature! En effet, quelle construction psychique l'individu élabore-t-il s'il plonge dès son plus jeune âge dans une atmosphère de vivre ensemble où la neutralité est de mise, autrement dit, où l'individualité est uniformisée et l'esprit critique lissé?

Ces deux notions semblent pouvoir se considérer non pas en amont, mais en aval d'un équilibre individuel déjà bien assis, au sens où elles impliquent une résolution antérieure d'éventuels complexes individuels.

2. Le coût du vivre ensemble... l'émergence de paradoxes

Forts de ces constats, il semble intéressant de souligner les paradoxes engendrés par ces propositions face au pragmatisme de notre société actuelle.

a. Vivre ensemble et capitalisme libéral compétitif?

Selon la perspective nationale que nous adoptons,- mais ce phénomène serait observable dans l'ensemble des pays - il est impossible de ne pas percevoir la compétition dans laquelle chaque citoyen français grandit. Florence NOIVILLE² dénonce la devise «*Greed is good*» largement prônée dans des formations telles celle de HEC.

Ainsi, notre école de la république apprend-elle aux élèves à se positionner dans une relation de rivalité, mais c'est également dans le quotidien et notamment par les créations de besoins qui s'imposent par la publicité qui nous entourent, depuis de nombreuses années, et qui actuellement nous criblent et nous cernent.

Dans ce contexte, quel est en réalité le rôle de la mondialisation? Malheureusement, comme nous l'avons évoqué plus haut, les politiques «mondialistes» sont étroitement liées avec l'accroissement des inégalités. Peut-on alors dans ces conditions envisager un vivre ensemble pacifique?

La compétition est une notion largement véhiculée dans notre société. Bien que cela reste souvent implicite, la compétition est présentée comme nécessaire à l'insertion dans la société. Dans notre société, la valeur de travail en tant qu'emploi, est considérée comme représentative du mérite. Or, les populations croissent, les

² NOIVILLE, F. (2009) J'ai fait HEC et je m'en excuse, Paris: Stock.

effectifs des qualifiés augmentent aussi, l'âge de la retraite (et l'espérance de vie) recule, alors, il faudrait que le nombre de postes augmentent pour que chacun trouve le travail qu'il «mérite». Or, c'est plutôt la tendance inverse qui se produit, puisque l'économie étant basée sur profit et rentabilité, les postes tendent à disparaître. Et, même lorsque des postes sont créés dans l'éducation nationale par exemple, c'est par la voie de concours que les professionnels accèdent à un poste. Or, la sélection est telle que le nombre de postes attribués est inférieur au besoin, si bien que ce sont des professionnels contractuels donc moins formés qui se voient attribuer un poste, ce qui représente une économie pour l'état mais est un exemple frappant de la façon dont des postes même les plus nombreux s'inscrivent dans ce système de compétition. Ainsi, entrer dans le marché du travail est devenu synonyme de lutte, puisque dans la plupart des secteurs d'activité, il faudra à chaque individu prouver qu'il est meilleur que son homologue, soit par une qualification supplémentaire, soit pour d'autres qualités.

Or, la sélection est bien par définition l'exclusion et donc incompatible avec la notion de vivre ensemble si on entend celle-ci de la manière la plus ouverte.

Dans les cas où cette compétition mène à une réussite et permet à l'individu de réaliser ses projets et de trouver la place souhaitée, la condition de compétition peut heurter les représentations individuelles. Certaines personnes, qui ont réussi à accéder à une place importante peuvent mal vivre l'absence d'altruisme à laquelle elles se sentent contraintes. Mais, cette compétition est certainement bien davantage vécue comme une entrave voire une absurdité, si l'individu se confronte à des barrières à cause de ce système de compétition auquel il n'adhère pas, ou dont il se sent exclu. Son désarroi sera alors d'autant plus intense que la société proclame, par sa devise, et dans une volonté revendiquée de pacification, l'importance du vivre ensemble.

Cet effet de méthode de réaffirmation, d'auto persuasion serait alors contreproductive, car dans cette situation d'injonctions paradoxale, où il incombe à l'individu de participer à la compétition mais de regarder l'autre comme son égal, les issues sont nécessairement un clivage pour conserver son intégrité, c'est à dire, rejeter une des propositions contradictoires. Dans le cas contraire, se confronter à ses rivaux en devant les envisager comme partenaires relève bien de la gageure et risque réellement de conduire l'individu a minima à des réactions d'envie, et plus gênant, à

des sentiments de hargne, voire de haine qui potentiellement s'expriment en actes violents.

b. Vivre ensemble et discrimination

Un autre paradoxe à mentionner est celui qui oppose cette prétendue volonté de vivre ensemble avec le développement exponentiel des discours discriminants ou même simplement classificateurs. Dans un souci de contrôle, de maîtrise, des instances nous ont habitués à être recensés, et catégorisés. Quand il s'agit de tranches d'âge, cela paraît peu contestable, mais la démarche devient beaucoup plus ambiguë lorsque l'on recherche à appliquer le DSM 5³ ou à faire authentifier un handicap par une institution, MdPH⁴ créée à cet effet en 2005 et par laquelle l'élève dyslexique doit passer pour pouvoir espérer obtenir un «tiers temps». Quels sont les enjeux de désigner un enfant qui a des difficultés d'écriture et lecture comme handicapé, pour par ailleurs prôner le vivre ensemble? Cela permet ben sûr de situer les individus, tout comme Pôle Emploi établit des statistiques, plus ou moins controversées, du reste, et ces données sont réutilisées à des fins économiques, politiques, ...et démagogiques lorsque ces chercheurs d'emploi deviennent des assistés. Récemment ce sont d'autres statistiques qui ont suscité un réel émoi: les statistiques «raciales» élaborées par un maire à partir des prénoms d'enfants sur les listes scolaires. L'indignation peut bien sûr se fonder sur l'absurdité voire la stupidité d'une telle classification, un prénom ne dévoilant ni une origine et encore moins une religion, mais au delà de ce premier constat qui pourrait presque faire sourire tant ce projet est insensé, la vraie question, est celle du dessein de telles statistiques. Lorsque la classe établie dérange, le danger de ces catégorisations semble plus perceptible. Car c'est bien le devenir, la manipulation, de ces données qui peut nous paraître préoccupant. A quelles fins ces chiffres peuvent-ils être brandis si ce n'est pour désigner, créer des catégories, ségréguer? Bien sûr les enjeux ne sont pas comparables et l'éthique doit s'adapter aux considérations, cependant, cette dérive permet de comprendre que la tendance à classifier à étiqueter est devenue une véritable obsession, à laquelle la

³ Diagnostic Statistic Manuel

⁴ Maison Départementale des Personnes Handicapées

population se soumet sans même s'en apercevoir, et qui, puisqu'elle accentue les différences, redonne tout son sens à la nécessité de prôner le vivre ensemble, puisque cette notion est à la fois démantelée et par là-même rendue envisageable, sous certaines conditions. En effet, la banalité de cette notion réside dans le fait qu'elle n'a de sens qu'à partir du moment où des entités sont différenciées, l'ensemble n'étant envisageable qu'en tant que regroupement d'unités différenciées. Ainsi le vivre ensemble serait la réponse à une question qui ne se pose pas par essence mais qui s'impose par une politique continuelle de différenciation, voire de discrimination.

c. Vivre ensemble et frontières?

Depuis la seconde moitié du XXème siècle, la volonté de pacifier les tensions potentielles a permis de créer un continent géopolitiquement uni, l'Europe dans lequel, la liberté de circulation est garantie par les accords de Schengen, depuis 1992. Mais les limites à ces dispositions sont de plus en plus apparentes. Les qualificatifs tels «choisie» accompagnent le concept d'«immigration», et les incessants naufrages, causes de morts quotidiennes remettent en question les vellétés réelles d'ouverture.

Du reste, qui dresse les frontières entre les peuples? Les individus ou les dirigeants? Evidemment, certains groupuscules tels PeGiDa font parler d'eux au sens où ils entravent la liberté de tous à vivre ensemble, mais à l'exception de ces formations minoritaires, les barrières sont essentiellement érigées contre les peuples par les gouvernements. Il suffit de voir les films *Welcome* de P. Lioret et plus récemment *Fuocoamarre par-delà Lampedusa*, de G. Rosi, ou tout simplement de participer aux actions entreprises par les citoyens de différents pays, pour constater que les initiatives d'assistance sont, non seulement non encouragées par les gouvernements, mais peuvent même, au contraire, être l'objet de condamnations pénales, comme l'a montré, en ce début d'année 2017, l'exemple de Cédric Herrou, à la frontière italienne⁵ qui, aidant des personnes sans papiers, s'est vu être accusé d'infraction à la loi, quand par ailleurs, la France se réclame pays des droits de l'Homme et brandit la pompeuse devise de «liberté, égalité et fraternité»...

⁵ http://www.liberation.fr/france/2017/02/10/aide-aux-migrants-une-condamnation-de-principe-pour-cedric-herrou_1547662

Quant aux pays plus accueillants, telle l'Allemagne, leur réputation généreuse pourrait bien se ternir si l'on comprend les buts pragmatiques (les migrants sont sources de main d'œuvre et donc financent les retraites) de ces positionnements stratégiques. Tout ceci semble bien court-termiste, comme le soulève la psychologue turco allemande, Lale Akgül⁶ qui rappelle que cette main d'œuvre pour l'heure providentielle et bon marché, vieillira aussi et devra à son tour percevoir une retraite, ce qui causera probablement une remise en question de cette hospitalité!

Devant ce constat des difficultés à la mise en place conséquente d'un vivre ensemble internationaliste, imaginons à présent une acception du vivre ensemble en tant que manifestation d'une adhésion à des mêmes valeurs pour défendre des mêmes droits, dans un contexte de mondialisation, par delà les idéologies politiques? Depuis le 11 janvier 2015, nous pouvons plus facilement nous représenter une nation qui se ré-unit, derrière un même mouvement... Bien sûr, ce qui semble davantage devoir retenir notre attention, c'est évidemment le premier rang de cette manifestation, qui pourrait bien assombrir le tableau. Bel exemple de la mondialisation, les attentats contre Charlie Hebdo, puis contre des Juifs anonymes offrent l'opportunité à de grands dictateurs tels Mbongo, Orban, Metaniaou, etc à défilier dans les rues parisiennes, en tant que chefs d'Etat, et difficile de croire que c'est au nom de la défense de la liberté individuelle, ou d'expression.

Quelques mois plus tard, la France imposait des lois totalement liberticides, sous couvert de vouloir endiguer le terrorisme, l'individu devenant alors potentiel terroriste, au sens où il pourrait s'opposer aux intérêts de l'état. Et ce, exactement comme les Etats Unis avaient entériné le *Patriot Act* peu après le 11 septembre 2001 et s'interrogeaient justement, 13 ans après sur le bienfondé de ces mesures, adoptées dans l'émotion. L'internationalisation, la diffusion des expériences ne serait-elle donc possible que lorsqu'elle profite au discours dominant?

3. Un vivre ensemble à plusieurs vitesses?

Le vivre ensemble, serait-il alors une injonction dictée par une élite dans un but plus ou moins conscient de pacification d'une masse lissée et désincarnée voire

décérébrée. Le vivre ensemble est-il donc un concept à prôner, envisageable, à tout prix, ou ne suscite-t-il pas nécessairement des sacrifices? Dans quelles mesures le vivre ensemble qui rappelle la valeur de fraternité, est-il compatible avec celles des libertés et égalités, mises à mal par les valeurs de compétition et discriminations qui s'imposent?

L'injonction du vivre ensemble présente alors deux aspects, il faut catégoriser, classer, diviser tout en affirmant vouloir assembler. Prôner le vivre ensemble représente alors cet avantage de pouvoir masquer la division, tout en la cultivant, l'injonction paradoxale attenante fait office de double peine: la population est divisée, malgré elle, du moins par son éducation, se retrouve dans l'obligation de se réconcilier. Cela représente pour le pouvoir l'avantage de faire ressentir à sa population son caractère uniforme et sa potentialité à se soumettre en tant que masse lissée. Comment ne pas y voir un communiqué, un message descendant qui envisagerait la population dans sa disparité mais souhaiterait pouvoir y contempler un tout, lissé, et soumis.

C'est ici un des écueils du vivre ensemble qu'il nous faut dénoncer, à savoir, la réduction d'une population entière à une masse sans sujet. La scission entre les gouvernants et leur peuple est consumée, ce premier rang de dirigeants s'autorisant finalement le paradoxe de l'assujettissement par la désubjectivation. Déjà en 1951, H. Arendt⁷ souligne que «*La terreur [...] substitue aux limites et aux modes de communication entre individus un carcan qui maintient ces derniers si étroitement serrés qu'ils sont comme fondus ensemble, comme s'ils ne faisaient qu'un*». R. Kaës⁸ précise que dans «*la fétichisation de l'unité, unité de l'État, de la nation, de la race, de la doctrine et de l'appareil du pouvoir, il y a [...] un déni de la division et des antagonismes, en ce qu'ils sont dans l'histoire sources de vie et de mort*». Il en ressort l'existence inéluctable d'une élite, qui se distingue d'un ensemble dans une relation de domination elle-même intrinsèquement en opposition avec la notion du vivre ensemble.

En ce sens il nous semble à présent nécessaire de comprendre comment ce vivre ensemble, que nous avons identifié comme créateur de paradoxes, met en branle une dépense d'énergie psychique qui ne pourrait se résoudre que par un

⁷ Arendt, H. (1951). *Les Origines du totalitarisme* (trad. fr. p. 30)

⁸ <http://www.dunod.com/interview/l-ideologie-vue-sous-l-angle-de-la-psychanalyse-groupeale>

apaisement dans l'obéissance d'une masse qui se soumet à un fonctionnement à plusieurs vitesses. Du point de vue individuel, le vivre ensemble risque de créer l'illusion de la masse au détriment de la construction individuelle.

4. De la vision macro à la vision microscopique

a. Verticalité de l'injonction

L'espèce humaine est connue pour être grégaire, et à l'exception des anachorètes ou autres ermites, qui aspirent consciemment à la solitude, les comportements sociaux les plus courants poussent les individus à se regrouper et de fait à vivre en communauté. L'isolement peut bien sûr être recherché, mais de manière ponctuelle, et, bien souvent, se vit comme un défi voire une épreuve. Il semble que cette distance soit de moins en moins possible au fur et à mesure que le progrès technique s'impose à notre quotidien. Ainsi, la course en solitaire est-elle suivie et relayée par les médias et les satellites, et même à l'échelle individuelle, rares sont aujourd'hui les personnes qui, partant en voyage à l'autre bout de la planète, annoncent à leur entourage qu'elles ne seront pas joignables pendant plusieurs semaines. Il est à présent possible de ne pas sortir de chez soi, de ne pas répondre aux habitus sociaux les plus basiques, tels se vêtir, ou dire bonjour, et pour autant de communiquer et jouer un rôle social dans une quelconque communauté virtuelle, réseaux sociaux, ou jeux en ligne... Pour finir, l'isolement est connoté négativement et depuis toujours associé aux notions d'enfermement, de privation et de punition... a-t-on déjà menacé un enfant de «rester avec les autres» pendant la récréation? L'expression «finir en couple» existe-t-elle au même titre que «finir seul/e»?

Nombreux sont les signaux de notre société qui enjoignent les individus à se rassembler ; dès l'enfance, un des critères de bon développement est la sociabilité, puis, tout au long de la vie, les personnes qui s'isolent sont regardées avec méfiance, comme le montre, poussé à l'extrême pour les besoins de la fiction, le très cynique film *The Lobster*, de Yorgos Lanthimos, qui montre l'absurdité d'un totalitarisme, arbitraire, qui régirait nos vies privées à seules fins de normalisations sociales, et dénonce la pression sociale que nous subissons de manière plus ou moins dissimulée.

Le vivre ensemble pourrait bien sûr s'envisager mais en aucun cas se proclamer verticalement, pour la simple et bonne raison que dès lors qu'une autorité étatique la proclame, elle s'exclut de cet ensemble et en cela perd toute crédibilité. Le vivre ensemble peut-il s'envisager selon le *vous* et non le *nous*? Un gouvernement a-t-il les moyens de préconiser un mode de vie ensemble, en s'extrayant lui-même de cette interprétation de modèle social? Il semble que nous approchions ici un des problèmes cruciaux qui rendent fondamentalement l'injonction de vivre-ensemble inaudible, dans les régimes pseudo-démocratiques actuels, qui n'en deviennent que davantage des régimes totalitaires.

Était-ce le sens de la normalité revendiquée par le Président Hollande en campagne? Cinq ans après, certains sont surpris de découvrir que les frais de coiffure (pour ne parler que de cela!) du chef de l'État français sont pour le moins *é-normes*.

Existe-t-il pour autant un seul parti politique qui oserait se déclarer individualiste, et abandonner la promotion de la communauté de vie? Un seul chef de parti se réclamant ouvertement supérieur ou même simplement non solidaire du peuple qu'il espère diriger?

Or, que nous montre la réalité? Les écarts de richesses ne cessent d'augmenter, et le coût de la vie croît invariablement rendant le projet de vivre ensemble peu réalisable. Pour ne prendre que l'exemple des logements sociaux à Paris, d'aucuns nous rétorqueront qu'il existe bien des logements sociaux. Soit, mais, d'une part ils ne sont que très inégalement répartis sur le territoire de la capitale, et quand ils sont attribués à des personnes réellement dans le besoin, le coût de la vie dans la capitale est tel qu'il n'est pas facile pour ces habitants «de seconde classe» de s'auto-légitimer dans cet environnement.

Alors, en quoi le vivre ensemble serait-il rassurant? Est-ce une manière égoïste pour les plus riches de se déculpabiliser en s'envisageant fraternels? Qui sont finalement dans notre société ceux qui vivent le moins ensemble? Ne sont-ce pas justement ceux qui insistent sur ce savoir-être indispensable de notre époque?

Cette expression de vivre ensemble ne serait-elle donc pas devenue une injonction de plus en plus vide de sens à mesure qu'elle est prononcée? Et surtout, ne serait-elle pas de plus en plus contradictoire avec les mesures toujours plus draconiennes, *état d'urgence oblige*, contre les rencontres et festivités? Alors le vivre

ensemble est-il irréalisable? Est-il dépendant du bon vouloir des seuls citoyens ou est-il tout simplement devenu impossible?

Ne cédon pas à une méfiance, peut-être trop catégorique, de toute injonction descendante: ayant désormais exprimé notre répugnance pour ce mode de communication, nous nous proposons à présent de tenter de comprendre les conditions préliminaires au fonctionnement d'un vivre ensemble, ne rejetant pas tout de go cette notion.

En tentant de ne pas limiter notre critique à la maladresse formelle de cette injonction, nous proposons d'approfondir la propension de cette injonction à se réaliser: outre les paradoxes évoqués précédemment, directement en lien avec les principes actuels de notre société, nous nous heurtons à d'autres injonctions bien présentes, plus ou moins implicites, tout au long de la construction individuelle. Apparaissent alors les injonctions paradoxales (ou *double bind*) qui sont par définition source de conflit intrapsychique, et peuvent même mener à de réelles désorganisations psychiques, si elles ne se résolvent pas dans une certaine élaboration.

b. Survivre à l'injonction de vivre ensemble

Tout conflit intrapsychique entraîne une dépense d'énergie, un coût que notre organisme tente naturellement de minimiser, sans quoi il est affaibli par cette dépense qui l'empêche éventuellement de surmonter d'autres problématiques. Ainsi, l'organisme va-t-il chercher à anéantir les conflits. Une autre façon de parer le conflit, beaucoup plus simple et immédiate est de se soumettre sans condition à l'instance qui émet ce conflit. Si l'on prend l'exemple d'un enfant dont le père soutient qu'il doit faire du judo tandis que la mère reste favorable à la danse, l'enfant peut pratiquer les deux activités et tenter de faire oublier respectivement à sa mère et à son père, qu'il porte quelques heures par semaine un kimono, et un justaucorps. Dans notre contexte, il s'agit de ces personnes qui adhèrent à des associations sociales ou humanitaires, mais qui s'indignent lorsque la carte scolaire envisage de mixer deux collègues de quartiers différents du 18^{ème} arrondissement de Paris. La négociation psychique n'est pas très cohérente, mais les principes sont suffisamment cloisonnés pour rester convaincants... Et surtout, ils répondent aux attentes de

l'injonction de vivre ensemble, et en ce sens, la soumission à l'ordre établi bien que pas forcément visible est très soulageante. Enfin, l'autre solution d'apaisement du conflit est le rejet de principe de l'une ou l'autre des propositions contradictoires. Il s'agit alors de prendre position et de s'engager avec vigueur, pour sécuriser une des positions. Il s'agit d'aller au bout de ses convictions, d'être convaincu de ses actes. Ainsi, l'enfant peut choisir de s'engager dans la danse, en rejetant le judo, et pour justifier cet engagement il pourrait même renforcer son entraînement et rêver de devenir Pina Bausch! Dans le contexte que nous étudions, nous constaterons des engagements inconditionnels dans la défense des droits de l'Homme, et pour l'abolition des frontières, et au contraire, - tout ensemble signifiant par définition un non-ensemble, tout corps supposant une altérité- le développement de mouvements sectaires, xénophobes ou encore indépendantistes. Enfin, une dernière solution est l'élaboration autour du conflit, après avoir identifié celui-ci, il s'agit de pouvoir verbaliser à son sujet, et comprendre ses enjeux pour mieux pouvoir le résoudre, mais cela est coûteux, au moins en temps, assez contraignant, au sens où il requiert justement une capacité d'abstraction et une indépendance psychique.

c. Des préalables au vivre ensemble?

Ainsi, le vivre ensemble ne doit peut-être pas s'envisager comme un préliminaire à la construction psychique, mais comme le luxe que l'on s'offre lorsque sa structure est solide. Bien sûr l'enfant se construit par l'autre, par le regard de l'autre, qui est d'abord la figure maternelle, ou parentale. La période de néoténie n'est pas réellement une vie, mais bien une vie en dépendance, au point que la vie du bébé est fonction des soins parentaux, et ne se différencie pas réellement de sa figure primaire d'attachement (mère ou substitut maternel) . Le bébé se retrouve donc image de ses antécédents, et se construit en partie par mimétisme donc bien sûr par rapport à l'autre.

La relation à autrui se crée très rapidement dans une posture de verticalité, l'enfant étant par définition soumis «sous» ses parents qui ont pour mission de l'élever. L'école apprend également la relation de verticalité. Le professeur possède l'autorité de fait, qui lui permet d'enseigner. Puis, lorsque l'enfant grandit, il se rebelle contre les institutions établies, cette opposition à la verticalité pourrait

accentuer ce sentiment de vivre ensemble, l'adolescent recherche du même, de l'égalité, du flou, de la désindividualisation même. L'adolescent va même rompre, au moins de manière provisoire, avec sa famille pour éprouver le vivre ensemble avec ses amis. Actuellement dans l'ère numérique et de la mondialisation, l'ampleur des relations s'est naturellement accrue, tant en terme de quantité qu'en terme de périmètre géographique d'accès. La temporalité est également différente, puisque tout échange est potentiellement possible dans l'immédiateté. C'est peut-être à cette période précise de notre construction que le vivre ensemble est le plus tangible.

Puis, au sortir de l'adolescence et à l'entrée dans l'âge adulte, la régularisation est censée aller de soi, lorsque l'adolescent rétablit une relation sereine avec ses figures parentales, qu'il peut à présent considérer en tant qu'adulte, et avec lesquelles il peut envisager une relation d'égal à égal, puis l'«abolition» de la dette de vie qu'il a contractée, dans un échange tacite et progressif des rôles.

Tout comme ses propres parents, la société offre également une place voire un statut «sécurisé» au jeune adulte. Cette sensation de protection représente la contrepartie au compromis qui s'établit entre un adolescent qui se résigne à accepter ou s'adapter à la société et cette dernière qui, en échange, l'intègre. Que se passe-t-il alors si, justement, la société n'est pas en mesure d'offrir cette sécurité au jeune adulte? Pourquoi devrait-il s'accommoder de cette société si celle-ci est ingrate? Le vivre ensemble pourrait être la carotte que l'on tend au jeune adulte en contrepartie de sa soumission aux autorités et aux institutions. Et c'est en ce sens que cette notion pourrait bien avoir des effets plus pervers et malveillants qu'on le croit au sens où elle pourrait endormir le jeune individu en passe de devenir pensant (et donc potentiellement revendicateur, surtout si la société se montre peu hospitalière).

Conclusion

Ainsi, notre constat autour du vivre ensemble ne se veut ni négatif ni pessimiste, mais nous avons souhaité amorcer des pistes de réflexions afin de pouvoir envisager ce cheminement vers le vivre ensemble de manière réaliste, humaniste et surtout sans anéantir les singularités.

Il nous semble donc pour résumer notre propos que le vivre ensemble est une notion extrêmement prisée mais également très floue et donc adaptable à de nombreuses situations assez peu comparables. Le poids de la globalisation capitaliste accentue bien sûr le «défi» du vivre ensemble, et la nécessité de questionner la neutralité dans l'opposition du relativisme à l'universalisme. Il nous semble pour autant indispensable de rappeler le non-lieu de cette gageure du vivre ensemble, au sens où elle émane des dirigeants qui responsabilisent la population d'une manière fourbe et éventuellement machiavélique puisque le seul, le «vrai» vivre ensemble qui vaille, est celui qui anéantirait les personnalités jugées marginales, les seules frontières qui pourraient tomber sont celles qui permettraient de meilleurs échanges économiques et, partant, un libéralisme toujours plus internationalisé.

Le vivre ensemble prôné par les puissants qui nous dirigent n'est donc aucunement celui qui se soucie des inégalités colossales qui l'entravent, et encore moins le vivre ensemble susceptible de les concerner en premier chef!

Nous avons également souligné le paradoxe de cette volonté apparente de vie égalitaire et fraternelle, alors même que la neutralité est aussi une notion imposée tout en étant elle-même orientée et partielle. En ce sens, nous avons pu formuler notre crainte face aux sursauts démagogiques qui tendent à emmener la population dans une direction d'uniformité alignée aux préférences de nos dirigeants. L'approche microscopique nous semble assez révélatrice de l'abstraction propagandiste, idéaliste et désincarnée qu'englobent ces notions hypnotiques de vivre ensemble ou neutralité. Enfin, pour prôner l'esprit libre et individualisé, nous proposons ce regard de psychologue qui encourage la construction puis la connaissance de soi afin d'atteindre la capacité de se confronter à l'altérité sans avoir le sentiment de vulnérabilité ou de culpabilité si cet autre devait déplaire. Ces phases préliminaires de parcours psychique, cette construction en tant que personnalité en tant qu'entité définie, seraient les prérequis nécessaires à un vivre ensemble dans une cohérence, qui n'imposerait pas une uniformité.